

la nouvelle lettre

Directeur de la publication : J. GARELLO
Commission Paritaire : 0411G87909

N°881 du 10 Juin 2006

Hebdomadaire 1 €

EDITORIAL

DU DECLIN A LA RENAISSANCE

« Pourquoi la France ne fait plus rêver » : c'est le titre du dernier ouvrage de Guy MILLIERE, un recueil de pensées qui s'inscrit dans le prolongement de « Cet Etat qui tue la France » de Nicolas LECAUSSIN, et du non moins célèbre « La France qui tombe » de Nicolas BAVEREZ. C'est dire que nous ne manquons pas de « déclinologues » de qualité.

Voici d'ailleurs que Madame Laurence PARISOT et le MEDEF publient cette semaine un bilan de l'économie française d'où il ressort que l'Hexagone n'est pas attractif et que nos entreprises, pénalisées par le poids de l'Etat et la législation sociale, souffrent dans la compétition mondiale.

Comme la plupart d'entre vous lisent mes éditoriaux depuis plusieurs années, sinon plusieurs décennies, vous n'avez aucun mal à me classer également parmi les déclinologues.

Et je suis fier de l'être, en dépit des accusations que le Premier Ministre et certains autres ne cessent de porter contre ceux qui ont la naïveté ou la lucidité de vouloir dire la vérité sur l'état actuel de notre société et son évolution. Etre déclinologue, c'est le contraire d'être politiquement correct, puisque la doctrine officielle est de clamer que tout va très bien, en dépit des déficits, des émeutes, de la criminalité, des scandales, des grèves et des faillites.

Etre déclinologue, c'est dire la vérité, mais c'est aussi dire l'espoir.

La vérité ? Un produit rare dans les médias et le débat public. Je prends au hasard quelques histoires racontées ces derniers jours. Bercy publie des chiffres démontrant que la France est une « terre d'accueil des investissements internationaux » : en effet il ne manque pas de capitaux étrangers pour acheter à vil prix quelques fleurons de notre patrimoine que les Français sont acculés à liquider pour survivre... ou s'en aller ailleurs. Messieurs VILLEPIN et BORLOO se disputent la paternité d'une réduction statistique du chômage, alors qu'aucun emploi n'a été créé dans le secteur marchand, et que les emplois publics ou aidés portent en germes une nouvelle vague de chômeurs. Le Ministre de l'Intérieur est content de lui, alors que les agressions et violences sur les personnes ont fait un bond spectaculaire. La Sécurité Sociale aurait été sauvée par la réforme de l'assurance maladie mais les hôpitaux fonctionnent mal, les médecins et les infirmiers disparaissent. Quant au déficit global de notre chère Sécu il ne serait que de 11 milliards alors qu'on prétendait revenir à l'équilibre. On a toujours nié l'explosion du régime des retraites et refusé la capitalisation, mais aujourd'hui on envisage sérieusement de remettre les seniors au travail pour qu'ils puissent vivre décemment. Enfin la France donnerait l'exemple de la solidarité et du développement durable en taxant les billets d'avion, et serait une nation de référence dans la diplomatie mondiale, alors que notre voix n'est plus entendue ni en Europe ni ailleurs, parce que notre Président nous a déconsidérés par ses amitiés suspectes avec les dictateurs, par son altermondialisme, par son nationalisme qui fait écho au « patriotisme économique ».

Du côté de l'opposition, le mensonge est aussi le mode préféré de communication. Toute réforme timidement lancée et promptement retirée est présentée comme une victoire de l'ultra-libéralisme et une atteinte aux droits acquis. Au lieu de voir les problèmes français comme la conséquence inéluctable des rigidités, des privilèges et des protections, c'est la mondialisation qui est mise en accusation. Madame ROYAL fait des réserves sur les 35 heures mais elle demeure attachée à leur maintien. Elle plaide pour le retour à l'ordre et à la responsabilité des parents, alors qu'elle a été

naguère l'une des inspiratrices des attaques contre la famille. Elle veut séduire la droite tout en proclamant sa fidélité à la gauche. En face, ceux de la droite ne désespèrent pas de séduire la gauche. A coup sûr les mois à venir seront marqués par la langue de bois et la désinformation !

Ainsi les Français sont-ils soumis au mensonge permanent. Les premières victimes sont les jeunes, que l'on entretient dans l'utopie d'une société sans risque, sans effort et sans responsabilité. Le président de la Sorbonne vient à point nommé rappeler que cette jeunesse est manipulée, gaspillée, et inadaptée. Or les jeunes, plus que les autres, ont besoin d'espoir.

Je prétends que les déclinologues, les vrais, leur apportent cet espoir. Dans la plupart des ouvrages qui traitent du mal français, il est fait référence à ce qui se pratique ailleurs, dans le monde anglo-saxon tant haï (le mensonge est évidemment passé par là), ou chez des peuples qui ont notre sympathie – comme les Canadiens. Le premier espoir, c'est de renoncer à l'exception française et d'accepter les lois universelles de la prospérité économique et de la paix sociale. Ces lois sont celles de la liberté et de la responsabilité.

Les déclinologues disent encore qu'il y a déclin quand il y a perte de la foi, quand triomphe le relativisme, quand on n'a plus aucune certitude, plus aucune valeur morale et spirituelle de référence. Quand se détruisent les cellules de la société que sont les familles, les communautés, quand la société civile est écrasée par l'omniprésence de la société politique, quand on cherche des boucs-émissaires et quand la peur s'installe. Le deuxième espoir c'est donc de retrouver l'éthique de la civilisation, le respect de la vie, la fidélité dans les engagements, c'est d'accepter les différences tout en honorant les permanences : permanence de la dignité de la personne humaine, permanence de l'esprit de service et d'échange. Voilà qui requiert éducation, formation, savoir, travail : sources de libération de l'abrutissement et de l'anéantissement collectifs, sources d'épanouissement personnel.

Ainsi, dire l'espoir, c'est aussi dire le chemin de la vérité. Dénoncer le mensonge, c'est bien. Expliquer comment passer du déclin à la renaissance, c'est mieux.

Jacques Garelo

Conjoncture

CHOMAGE : NON, RIEN N'EST GAGNE !

On nous persuade que le chômage est vaincu en France, et nos ministres se disputent la paternité de ce triomphe. Jean-Louis BORLOO y voit une consécration avant sa nomination comme premier ministre et Dominique de VILLEPIN y voit une raison d'oublier tous ses malheurs passés et de rester encore en place. Mais si on veut bien dépasser l'écume politicienne, comment caractériser la situation de l'emploi en France ? Seul BASTIAT nous permet, encore une fois, d'y voir clair, car il y a ce qu'on voit (210 000 chômeurs de moins) et ce qu'on ne voit pas (ce sont de faux emplois qui vont à terme provoquer...plus de chômage).

210 000 chômeurs de moins

Intéressons-nous d'abord à ce que l'on voit, c'est-à-dire aux résultats immédiats et officiels, avant de nous tourner vers la réalité plus profonde. Car c'est, rappelait encore BASTIAT, toute la différence entre un bon et un mauvais économiste : l'un s'attache aux résultats immédiats, l'autre aux réalités à long terme. Selon les chiffres publiés la semaine dernière par le ministère du travail, le nombre de chômeurs a diminué de 210 000 en un an.

Pour le seul mois d'avril, la baisse est de 1,1%, soit 26 300 demandeurs d'emplois en moins. Leur nombre s'élève désormais à 2 262 000, en données corrigées des variations saisonnières. Depuis le dernier pic (février 2005), la baisse est de 8,6%. Résultat, le taux de chômage est passé de 10,2% de la population active à 9,3%. L'amélioration est partout et c'est ainsi que le nombre de chômeurs de moins de 25 ans a diminué de 10,4% en un an.

Mais cela ne suffit pas à chanter victoire. Car, même si on s'en tient à ce qui se voit, il y a encore bien des faiblesses. C'est ainsi que le chômage des jeunes (de moins de 25 ans) touche encore 22% des actifs de cet âge. Et surtout, les comparaisons internationales sont sans appel. Le taux

de chômage est en moyenne dans l'OCDE de 6,3% de la population active : nous sommes 50% au dessus. Il est de 4,6% aux Etats-Unis, de 4,1% au Japon, de 4,9% au Royaume-Uni. Il n'y a guère que l'Allemagne qui fasse aussi mal que nous, mais si on enlève la partie orientale (ex RDA), le chômage allemand est inférieur au nôtre.

Seulement 63 100 « vrais » emplois de plus

Mais que dire si on se tourne vers ce que l'on ne voit pas ? Il y a les radiations de statistiques, qui font que certains parlent de manipulation statistique. N'entrons pas dans la polémique. Mais il y a surtout le fait que le nombre de demandeurs d'emplois retenus par le ministère de l'emploi ne porte que sur la catégorie 1 : ceux qui sont sans emplois et recherchent un emploi à plein temps et à durée indéterminée. Avez-vous travaillé plus de 78 heures dans le mois ? Vous êtes rayé des statistiques : 400 000 chômeurs de moins. Cherchez-vous un travail à temps partiel ? Vous n'êtes plus comptabilisé dans la catégorie 1. Cherchez-vous un emploi à durée déterminée ? Même chose. Etes-vous en stage ou en formation ? Pareil. Etes-vous Rmiste ? Même constat à plus des 2/3. A chaque fois, ce sont des centaines de milliers de chômeurs en moins qui passent à la trappe. On peut en effet polémiquer sans fin sur les statistiques. L'important est de partir toujours de la même définition, ce qui n'a pas toujours été le cas. Ce qui est beaucoup plus intéressant, c'est de constater qu'en un an, l'emploi salarié a progressé de 63 100. A rapprocher de la réduction de 210 000 du nombre de chômeurs. Au cours du dernier trimestre 2005, on avait créé 30 600 emplois salariés dans le secteur marchand. Au cours du premier trimestre 2006, la progression n'est plus que de 20 100 postes. La création d'emplois décélère.

Bien sûr, il y a des explications à ce mystère. La principale, c'est que la politique qui a été suivie a été dans le sens des emplois aidés. Et cela s'est accentué depuis l'abandon du CPE. Il y en a désormais près de 300 000. Les emplois sont créés dans le secteur public et non marchand, à l'aide de subventions publiques. Ce ne sont pas de vrais emplois, ceux qui sont créés par le marché pour répondre aux besoins des clients. Ce sont des emplois artificiels. Et qui dit subventions dit plus d'impôts. Et voilà où l'on retrouve BASTIAT qui avait démontré il y a plus de 150 ans que ces prélèvements allaient à terme détruire de l'emploi dans le secteur privé, puisque les impôts viennent réduire l'offre comme la demande. Les subventions et les impôts d'aujourd'hui, ce sont les chômeurs de demain. Voilà pourquoi nous sommes inquiets : ce sont de faux emplois qui ont été créés, pas des emplois « durables » pour reprendre un terme à la mode, mais des emplois qui vont créer demain du chômage durable.

Plus de retraités et moins de chômeurs ?

Mais il y a encore autre chose, c'est la situation démographique. On sait que les générations du baby boom arrivent désormais à l'âge de la retraite depuis 2005 (ceux qui sont nés en 1945 ont eu 60 ans). Les départs en retraite sont donc massifs et désormais la population active n'augmente presque plus, alors qu'elle progressait jusque là de 200 000 par an. Dès les années suivantes, la population active française va diminuer.

Le gouvernement vient de faire une découverte : le « traitement social » du chômage a conduit à mettre à la retraite anticipée des dizaines de milliers de personnes compétentes et dynamiques. Ce qui grève le régime des retraites, et ce qui crée des chômeurs « séniors » parce que plus personne ne veut embaucher des gens qui disparaîtront de l'entreprise dans quelques mois. On commence donc à encourager les séniors et les jeunes retraités à reprendre un emploi, et pour ce faire on cherche à assouplir les conditions d'embauche : des « contrats dernière embauche » en quelque sorte : Souhaitons que le sort de cette initiative soit plus heureux que celui du CPE !

En conclusion, l'expérience prouve partout que ce sont les pays dont la population active augmente le plus vite qui ont le moins de chômeurs. Car la hausse de la population active permet de créer des richesses supplémentaires, ce qui finit par favoriser l'emploi. Par contraste, là où la population active diminue, le chômage finit par augmenter, car des pénuries sectorielles d'emplois se produisent. Voilà pourquoi il ne faut pas se réjouir de la diminution de la population active : elle n'apporte qu'une embellie statistique à court terme, sans lendemain et se paiera dans le futur en surcroît de chômage.

Au total, l'optimisme de nos ministres nous semble déplacé et nous sommes prêts à parier que si aucune réforme sérieuse du marché du travail n'est entreprise, le chômage repartira à la hausse à long terme. Par exemple après les élections de 2007. Au-delà des apparences, la réalité économique reprend toujours ses droits.

QUE RESTE-T-IL DU « MODELE SOCIALISTE SUEDOIS » ?

Les socialistes français auraient pu se poser la question quand ils ont conçu un programme de gouvernement qui est dans la plus pure tradition collectiviste et jacobine. En effet, il y a trente ans, on nous a rebattus les oreilles du « modèle suédois », salué comme la victoire de l'Etat Providence, de la redistribution et du keynésianisme.

Après la faillite du socialisme, les Suédois se sont par étapes successives rapprochés du « modèle anglo-saxon » : place au marché, réduction des dépenses publiques et de la taille des administrations. Les sociaux-démocrates sont devenus peu à peu des libéraux bon teint.

Ce sont ces socialistes convertis qui ont mis en œuvre certaines réformes, en particulier du marché du travail. Le gouvernement s'est attaqué au déficit public : celui-ci atteignait 13% du produit intérieur brut en 1994 ; désormais, c'est un excédent de 2% que dégagent les finances publiques. Les résultats ont été probants. Grâce à la flexibilité, le taux de chômage est tombé de 9,5% de la population active à 5% seulement et la croissance est l'une des plus fortes d'Europe : elle tourne autour de 4% depuis trois ans.

La campagne électorale qui s'ouvre, en vue des élections législatives du 12 septembre, prend acte de cette évolution positive. Mais le débat va désormais tourner sur ce qu'il reste de l'Etat providence. C'est le parti conservateur, que préside Fredrik REINFELDT, qui mène l'attaque. Il faut dire qu'en dépit des réformes, les prélèvements obligatoires sont les plus élevés du monde, avec 50% du PIB (plus encore qu'en France) – l'impôt direct est toujours progressif et aussi écrasant- et les dépenses publiques représentent 54,5% du PIB. Les seules dépenses de protection sociale représentent 32,5% du PIB, contre 30,6% en France et 26,7 en moyenne dans l'Europe des quinze !

Les conservateurs font par exemple observer ce que Le Figaro appelle « le nombre extravagant de congés maladie : 4,5% de la population en âge de travailler en bénéficie ». De même, les conservateurs s'interrogent « sur la générosité des allocations versées aux vrais chômeurs et aux faux malades ». Les conservateurs appuient donc là où ça fait mal et posent carrément la question de l'avenir du « modèle » suédois . Ils ne cessent de monter dans les sondages.

Bien entendu, les sociaux-démocrates se défendent et font valoir qu'avec ce modèle de flex-sécurité, ils ont trouvé un équilibre entre les considérations économiques et sociales. On aide fortement les chômeurs, mais on fait tout pour qu'ils retrouvent un travail au plus vite. Et les dépenses publiques ont été réorientées vers l'éducation supérieure, la formation professionnelle et même la création d'entreprises. En outre, les sociaux-démocrates n'ont jamais été protectionnistes dans la période récente et l'économie suédoise est très ouverte sur les marchés internationaux et bénéficie à plein de la mondialisation.

La Suède échappera-t-elle à cette réforme de l'Etat providence ? La question des retraites en particulier est explosive, avec l'une des populations les plus âgées du monde (17,2% de personnes de 65 ans et plus). Pour l'instant, on s'est contenté de mesures incitatives : plus le salarié restera en activité, meilleure sera sa retraite. Mais à terme cela ne suffira pas et il faudra envisager des réformes plus radicales.

Car à terme il y a une contradiction évidente entre la volonté d'ouverture internationale et de souplesse interne et les rigidités imposées par l'Etat providence. Comment rester compétitif, lorsque plus de 50% des revenus passent par l'Etat ? Comment assurer le dynamisme des entreprises quand les prélèvements écrasent celles-ci aussi bien que les particuliers ? Et comment avoir une vraie flexibilité, avec un Etat omniprésent, même modernisé et dynamisé : la réforme de l'Etat a ses limites. Il faudra bien envisager un jour le recul de l'Etat.

C'est tout l'enjeu de la campagne qui s'ouvre. Une victoire des conservateurs, s'ils appliquent leurs promesses de remise en cause de l'Etat providence, pourrait enfin ouvrir une brèche dans les modèles nordiques et entamer un déclin de la social-démocratie. C'est la mondialisation qui sonne le glas de l'Etat omniprésent. Il n'y a plus que la France à ne pas reconnaître cette évidence : la mondialisation condamne à terme l'Etat providence.

LES DEPUTES UMP : CONVICTIONS LIBERALES CERTES, MAIS...

C'est un sondage intéressant et étonnant que publie Le Figaro, à l'occasion de l'anniversaire du vote non au referendum européen. Un échantillon représentatif de députés a fait l'objet d'une enquête, réalisée par Sciences po et Telos, sur le thème de la mondialisation.

Première question « selon vous, la mondialisation, définie comme l'ensemble des conséquences politiques, économiques et sociales de l'ouverture des marchés, constitue... ».

Réponse des députés UMP : un processus résolument positif (42,7%), un processus équilibré (53,93%), un processus globalement négatif (3,37%). Honnêtement, on s'attendait à pire. Notons que pour les socialistes, 4,35% seulement répondent résolument positif, 36,95% globalement négatif et 58,70% un processus équilibré.

Autre question : « A l'échelle de votre circonscription, les problèmes d'emploi sont-ils ou non la conséquence directe de la compétition mondiale ? ». 29,67% des députés UMP répondent oui, ce qui veut dire qu'une majorité assez large pense que les problèmes de l'emploi ne viennent pas de la concurrence internationale. Notons que les UDF répondent oui à 46,67%, marquant donc une plus grande inquiétude face à la concurrence et les socialistes, ce qui surprendra moins, oui à 71,11%.

Une question liée à la précédente : « Etes-vous d'accord avec ceux qui pensent que les problèmes de la France sont davantage la conséquence de ses blocages internes que de la mondialisation » : Tout à fait d'accord ou plutôt d'accord répondent 92,39% des UMP, contre 7,61% qui ne sont pas d'accord. C'est l'inverse chez les socialistes : 28,69% d'accord et 71,11% pas d'accord. Nos UMP auraient-ils enfin ouvert les yeux sur la situation de l'économie française et sur l'exception française ?

« Que diriez-vous de l'OMC, par rapport à l'ouverture des marchés et la libéralisation des échanges ? ». Pour les UMP, l'OMC va trop loin à 15,22%, ne va pas assez loin (ce qui est la vraie réponse libérale) à 4,35% (y aurait-il donc quelques députés « ultra-libéraux » ?) et que l'OMC fait de son mieux pour encadrer la libéralisation à 80,43%. Si l'on admet que l'OMC est plutôt allée dans le sens de la libéralisation, nos députés approuvent-ils la libéralisation ou l'encadrement ? A question ambiguë réponse ambiguë !

« Est-il normal que nous abandonnions certains secteurs au profit d'autres ? ». Là encore, on peut comprendre la question dans le sens de la nécessaire mobilité de la vie économique : est-il normal que des entreprises disparaissent et d'autres apparaissent ? En tous cas, 81,32% des députés UMP répondent oui, alors qu'ils ne sont que 41,85% des socialistes. Ces derniers sont donc majoritairement pour le maintien des entreprises et des secteurs condamnés : à les écouter, on fabriquerait encore des diligences et des voitures à cheval !

« Pensez-vous que la flexibilité de l'emploi est déjà suffisamment grande pour ne pas l'accroître ? ». Chez les UMP, 19,78% à peine sont d'accord et 80,22% pas d'accord. Nos députés sont donc lucides sur la nécessité de rendre plus flexible le marché du travail. Notons là encore le clivage avec les socialistes : 97,83% d'entre eux répondent d'accord et donc seuls 2,17% veulent assouplir le marché du travail ? Désespérant !

Notons enfin que seuls 11,36% des députés UMP choisissent la taxation des transactions financières et 6,62% le retour à un certain protectionnisme. En revanche l'agriculture reste un secteur « sensible » : 38,04% des députés UMP pensent que, comme intérêt prioritaire, la France doit défendre à l'OMC la protection de l'agriculture (et 76,09% des socialistes répondent la reconnaissance d'une clause sociale fondamentale).

Tout cela ne fait pas des députés UMP de vrais libéraux. Mais les réponses sont moins mauvaises qu'on aurait pu le craindre, en regardant tout simplement la politique gouvernementale que soutiennent les députés UMP. Et c'est bien là le paradoxe : nos députés sont-ils schizophrènes ? Libéraux - plus ou moins - dans leurs convictions ; étatistes et protectionnistes dans leurs fonctions ? Ou bien sont-ils empêchés de s'exprimer par le poids de l'exécutif, le souci de leurs futures investitures et la discipline de vote majoritaire ?

Il semble en tous cas que chez les députés, le clivage gauche/droite existe et recoupe en partie le clivage libéraux/étatistes.

Une autre conclusion s'impose : c'est le décalage avec les discours élyséens. En particulier lors de son voyage en Amérique latine, CHIRAC a fait de la surenchère gauchiste, anti-capitaliste et évidemment anti-américaine. Que ce quinquennat semble long !

**LE PRESIDENT DE LA SORBONNE :
« UN SERVICE GRATUIT EST DECONSIDERE »**

La crise du CPE et les délires des manifestations étudiantes ont ouvert les yeux d'un certain nombre d'universitaires. C'est manifestement le cas de Jean-Robert PITTE, président de l'université Paris-Sorbonne (Paris IV) qui ne décolère pas et le fait savoir à travers un entretien dans *Le Figaro* et un livre paru sous le titre « Jeunes, on vous ment ! Reconstruire l'université ».

« Le CPE n'a été qu'un révélateur de la crise profonde de l'enseignement supérieur et a seulement permis l'émergence de jeunes tribuns qui renforceront les cabinets politiques de la gauche sociale-démocrate. Si on ne réforme pas en profondeur, il y aura d'autres crises (...). L'élection présidentielle approche et je crains qu'à gauche comme à droite personne ne prenne ce besoin crucial de réforme vraiment à cœur. Car les politiques sont terrorisés par les étudiants ».

« Il faut savoir que ce sont surtout les jeunes inscrits dans les deux premières années d'université qui sont descendus dans la rue, parce qu'ils sont mal orientés, dans des filières généralistes sans débouchés. Ils savent aussi qu'ils ont le plus de chances d'être éliminés prématurément de l'université et aucune d'accéder au métier de leurs rêves ».

« Certains bureaux, au ministère de l'Education, considèrent que le taux de succès aux examens est un critère d'évaluation, alors que le seul critère valable est le taux d'insertion professionnelle, que l'on est loin de connaître » (Le président a raison. C'est le taux de réussite aux examens qui est pris comme critère de qualité des universités par les contrats quadriennaux qui lient les universités à l'Etat. A ce jeu, la manne ministérielle va aux plus laxistes).

« Le premier cycle universitaire est une voiture-balai destinée à masquer le chômage des jeunes. Par ailleurs, l'université française peut être comparée aux plus pauvres des universités africaines sur le plan des moyens financiers. Avec 3 500 € annuels par étudiant, à la Sorbonne, on ne risque pas de faire des miracles ! Un enfant de maternelle ou un lycéen coûte plus cher qu'un étudiant. C'est un cas unique dans les pays développés. On marche sur la tête ».

« Il faut augmenter les droits d'inscription ! Il est bien connu qu'un service gratuit est déconsidéré et finit par se dégrader. La plupart des présidents d'université, même ceux de gauche, disent la même chose que moi dans les dîners en ville, même s'ils n'osent pas tenir le même discours en public. Il s'agit aussi de fixer des *numerus clausus* sévères dans certaines disciplines, notamment celles des humanités : il faut orienter les étudiants. Ils ne doivent pas s'inscrire dans les filières de leur choix, notamment psychologie, sociologie, staps (sports) et lettres qui sont bouchées pour la plupart ».

« Les formations courtes, de type BTS ou IUT, doivent par ailleurs faire l'objet d'un développement massif car elles offrent des débouchés et des perspectives de carrière. Enfin, il faut rapprocher les grandes écoles des universités. Il est scandaleux que les meilleurs élèves du secondaire aillent en prépa puis dans les grandes écoles, alors que ces dernières ne produisent aucune recherche. C'est une particularité française très dommageable pour le pays ».

Voilà qui change du discours tenu par de nombreux présidents d'université, qui ont poussé les jeunes à faire grève. L'analyse en tous cas est digne d'intérêt. A nos yeux, il n'y manque, pour être complets, que la référence à la concurrence et à la privatisation. Mais parler de sélection et envisager de faire payer les étudiants, c'est déjà briser deux des tabous du monde universitaire.

REPUBLIQUE TCHEQUE : VICTOIRE DES LIBERAUX

Vaclav KLAUS peut être relativement satisfait. Le Président de la République Tchèque, ancien premier ministre et auteur du miracle économique de son pays, grâce aux réformes libérales, a vu ses amis libéraux de l'ODS arriver en tête des élections législatives et battre le premier ministre sortant Jiri PAROUBEK (CSSD), au pouvoir depuis 8 ans. La participation électorale a été forte, contrairement aux attentes, ce qui a favorisé la victoire relative de la droite libérale.

L'ODS de Mirek TOPOLANEK a obtenu 35% des suffrages et selon la constitution, comme ils sont arrivés en tête, c'est à eux de former le gouvernement. Ils devraient s'associer aux chrétiens-démocrates (KDU-CSL) (7%), mais cela ne suffira pas à leur assurer la majorité des sièges au parlement. Avec l'appui éventuel des Verts, ils arriveraient juste à 100 sièges sur 200. Mais il serait paradoxal que le parti arrivé en tête ne puisse gouverner. Cette victoire donnerait au Président KLAUS un gouvernement conforme à ses vœux.

Et du côté de la gauche ? On savait déjà que les sociaux-démocrates (32% des voix) n'auraient pas à eux seuls la majorité absolue. Mais on craignait une progression très forte du parti communiste, le KSCM, on annonçait même plus de 20%. Finalement, il n'a fait que moins de 13%, ce qui n'est déjà pas mal, car il s'agit du dernier parti communiste stalinien, qui, contrairement aux autres, ne s'est pas réformé ; une coalition entre les sociaux-démocrates et les communistes aurait été dramatique pour la démocratie et l'économie tchèques. Certes, les communistes ont remplacé la faucille et le marteau par des cerises (!), mais ils ont gardé l'étoile rouge et surtout les idées rouges. L'ensemble sociaux-démocrates et communistes aura également 100 sièges (74 et 26 respectivement). Notons aussi que les Verts ont progressé et entrent pour la première fois au Parlement avec 6% des voix, ce qui est une première dans les pays de l'Est. Leur choix politique sera déterminant.

Il serait dommage que la République Tchèque compromette sa bonne santé économique par une rupture avec la politique amorcée dès 1990 par Vaclav KLAUS. Car les sociaux-démocrates au pouvoir depuis huit ans n'étaient pas des extrémistes. Ils ont su limiter l'inflation (2,3%) et le chômage (7,4%) tandis que la croissance était de 6 % l'an dernier. Même le déficit public a été contenu en dessous des 3% et la dette ne fait que 36,6% du PIB. Les investisseurs internationaux ont pris le chemin de la République tchèque. Le taux d'imposition sur les sociétés est passé de 28 à 24%. Tout cela s'inscrivait en grande partie dans le prolongement des réformes de KLAUS, à commencer par les privatisations. A l'inverse les communistes ont fait campagne sur le « plus d'Etat » ce qui a sans doute inquiété les électeurs, et qui pèserait lourdement sur l'avenir des Tchèques si une coalition de gauche était formée !

Pour sa part, le programme libéral a manifestement convaincu une majorité relative d'électeurs. Le principal élément du projet de l'ODS, c'est la fameuse flat tax, déjà appliquée dans de nombreux pays d'Europe de l'Est, comme la Slovaquie ou les pays Baltes. L'ODS a proposé un impôt sur le revenu proportionnel de 15%, mais aussi le même taux pour la TVA et pour l'impôt sur les sociétés. Cela mettrait fin à la progressivité de l'impôt et manifestement ce projet a séduit de nombreux électeurs. De plus les libéraux promettent une relance des privatisations et une réforme de la sécurité sociale.

Enfin, et non le moindre, les libéraux sont en général qualifiés d'euroceptiques. Ils ne sont pas pressés, contrairement aux sociaux-démocrates, de passer à l'euro. Ils n'aiment pas l'Europe de Bruxelles, l'Europe franco-allemande, celle des harmonisations forcées et de la centralisation. En revanche ils sont favorables au grand marché européen, à la liberté des échanges et à la concurrence, y compris la concurrence fiscale bien entendu. S'ils peuvent réorienter l'Europe dans cette direction, leur victoire ne sera pas sans conséquence pour nous.

Rappelons aussi que le Président KLAUS est membre de la société du Mont Pèlerin et qu'il a déjà participé à l'Université d'Eté de la Nouvelle Economie à Aix, où il a fait forte impression parmi les libéraux. Sa victoire nous réjouit. Reste à espérer que des combinaisons politiciennes ne viennent pas priver les libéraux de leur victoire légitime et déboucher sur une « grande coalition » à l'Allemande : recette d'immobilisme et garantie d'échec !

**XXIXème UNIVERSITE D'ETE DE LA NOUVELLE ECONOMIE
Aix en Provence, 27-30 Août 2006**

LE FUTUR DE L'EUROPE : HARMONISATION OU CONCURRENCE ?

Le débat sur le futur de l'Europe est toujours ouvert. Europe resserrée ou Europe élargie ? Europe pouvoir ou Europe espace ? Jacobinisme ou fédéralisme ?

La plupart de ces choix reviennent à souhaiter tantôt une Europe unifiée autour d'institutions et de règles harmonisées tantôt une Europe diversifiée où existe une concurrence entre Etats. Les préférences s'expriment pour l'instant au niveau des gouvernements et des parlements. Européistes, souverainistes et eurosceptiques s'observent sans qu'une doctrine dominante semble aujourd'hui s'imposer. Peut-être parce qu'ils sont déjà impliqués dans la mondialisation de l'économie et de la culture, les jeunes Européens, les chefs d'entreprises et les universitaires regardent plutôt du côté de la concurrence. Syndicalistes, agriculteurs et fonctionnaires ont au contraire tendance à dénoncer le « dumping fiscal » et le « dumping social » et souhaitent une solide organisation des marchés, voire même une planification sociale.

Au cours de cette université, des responsables et des témoignages de nombreux pays européens, mais aussi étrangers à l'Europe, éclaireront le débat. Ils nous conduiront à juger des perspectives d'une harmonisation généralisée ou d'une concurrence institutionnelle, fiscale et sociale.

Dimanche 27 Août au soir : dîner d'ouverture et discours introductifs

« L'Europe à l'heure des choix » « L'Europe, un paradis fiscal ? »

Lundi 28 Août : L'Europe de la diversité : concurrence institutionnelle ?

Mardi 29 Août : L'Europe des contribuables : concurrence fiscale ?

Mercredi 30 Août : l'Europe des entreprises : concurrence sociale ?

Une nouveauté dans l'organisation de cette Université : elle s'enrichit du partenariat avec l'IREF (Institut européen de Recherches Economiques et Fiscales), permettant ainsi la contribution scientifique des meilleurs experts européens et américains dans le domaine de la fiscalité internationale et du fédéralisme fiscal.

La prochaine Lettre vous donnera la liste des conférenciers et les grandes lignes du programme de chaque journée.

Vous pouvez cependant demander dès maintenant plus d'informations et vous inscrire en téléphonant au secrétariat de l'Université d'Eté 04 42 90 85 29 (fax 04 42 90 85 35) ou en consultant le site www.libres.org

AU SOMMAIRE DU N°881 :

EDITORIAL : Du déclin à la renaissance pp. 1-2

CONJONCTURE : Chômage : non, rien n'est gagné ! pp. 2-3

ACTUALITÉ QUI NOUS FAIT RÉFLÉCHIR : Que reste-t-il du « modèle socialiste suédois ? » p. 4 – Les députés UMP : convictions libérales certes, mais... p. 5 – Le Président de la Sorbonne : « un service gratuit est déconsidéré » p. 6 – République Tchèque : victoire des libéraux p. 7 – XXIXème Université d'Eté de la Nouvelle Economie p. 8.

ABONNEMENT DE 1 AN (40 Numéros) : € 40.00.

ABONNEMENT DE SOUTIEN (UN AN) : € 95.00.

LIBERTE ECONOMIQUE ET PROGRES SOCIAL

35 Avenue Mac Mahon - 75017 PARIS - Tél. : 01 43 80 55 18

www.libres.org

Imprimeur : Omnis Coloris, 107 bd Jeanne d'Arc, 13005 Marseille